



Presse Internationale

mensuel – n°69 – juillet-août 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Bridgestone : Non aux licenciements p.3



Iran : la révolution reprend son cours

p.16

Aussi dans ce numéro :

Edito : Pour l'emploi p.2

Elections : p.5

Au-delà des urnes, unifions les luttes

II-SP : une liste de classe en Espagne p.7

Honduras : A bas le putsch p.11

Pérou : Alain Garcia fait marche arrière,
la lutte continue p.14



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Pour l'emploi : unifions les luttes !

Fin juin, il y avait près de 100.000 chômeurs dans la Région bruxelloise, une augmentation de 8,9 % par rapport à juin 2008. Dans la même période, le nombre de demandeurs d'emploi a crû de 23,5 % en Flandre et de 7,1 % en Wallonie.

Dans *Le Soir* du 2 juin, le directeur général de la FEB disait que « *le plus grand cadeau qu'un employeur peut offrir à la société, c'est de créer de l'emploi* ». Autrement dit, ce seraient les patrons qui créent l'emploi, comme un geste de générosité suprême, en cadeau à la société. Mais quand il s'agit de faire les comptes, la « chasse aux chômeurs » rend le chômeur responsable de ne pas trouver un patron assez généreux pour lui offrir un job. Quand il s'agit de faire le bilan global du « marché du travail », les patrons veulent faire travailler les personnes âgées plus longtemps, alors qu'il n'y a pas de travail pour les jeunes.

Depuis des années le patronat profite de réductions de cotisations sociales et d'impôts, sans exigence de création d'emploi. Aujourd'hui, en temps de crise, les patrons exigent davantage de ressources pour *détruire* de l'emploi : faciliter les licenciements, étendre le chômage économique aux employés, bref, se débarrasser plus facilement de la main d'œuvre dont ils n'ont plus besoin. Et le coût que cela représente, les allocations de chômage, doit être plafonné « *selon les moyens budgétaires disponibles* », c'est-à-dire, sans faire appel à des moyens comme ceux réservés au sauvetage des banques.

A juste titre, Anne Demelenne, la secrétaire générale de la FGTB, s'insurge : « *Les propositions du patronat sont cyniques. C'est cynique de proposer de remettre les plus de 50 ans au travail alors qu'il y a des milliers de pertes d'emploi sur le terrain.* »¹. Mais quand il s'agit de résoudre le problème des travailleurs, elle se limite à donner des conseils aux patrons et elle s'en remet finalement... au *Pacte des générations*,² cet « accord » monstrueux concocté entre patrons et

directions syndicales en octobre 2005, en dépit de deux grèves générales, et qui veut, entre autres, reculer l'âge de la prépension...

Il y a 70 ans, suite à cette autre crise dont on se souvient maintenant, celle des années 1930, Trotsky préconisait comme première mesure de diminuer le temps de travail, afin que tout le monde ait du travail, sans réduction de pouvoir d'achat. Cette solution reste aujourd'hui encore la seule acceptable pour les travailleurs, c'est la formulation concrète de l'exigence de « faire payer la crise par ceux qui en sont responsables, les capitalistes ».

Mais il ne suffit pas de le demander gentiment aux patrons. La phrase de la FEB, citée plus haut, se termine par un autre grand mensonge : ce seraient les patrons qui créent non seulement de l'emploi mais aussi « de la valeur ajoutée ». Depuis bien avant Marx, nous savons que ce n'est que le travail qui crée de la richesse, et le vrai souci de tous les patrons, c'est de s'approprier la plus grande partie possible de cette richesse, au détriment du travailleur qui la produit. C'est l'essence de la lutte de classes. La seule façon de défendre les intérêts de notre classe, celle des travailleurs, c'est la mobilisation unitaire, travailleurs avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, au-delà des clivages régionaux, travailleurs de sous-traitants ensemble avec ceux des sous-traitants, en front commun des différents syndicats et interprofessionnel. Nous saluons la lutte de Bridgestone, IAC, Opel, Carrefour, TEC, parmi tant d'autres, et il est de la responsabilité des directions syndicales d'**unifier les luttes**, ce que nous devons leur exiger, et faire tant que possible.

¹ *Le Soir* 3/7/2009

² Ibidem - « *Que je sache, l'évaluation du Pacte des générations est prévue pour 2011.* »

Manifeste des grévistes de Bridgestone - Frameries

Nous, ouvriers de Bridgestone Frameries, sommes en grève en front commun depuis le 11 juin 2009 contre le licenciement de 8 collègues de travail, ainsi que notre délégué principal. Nous dénonçons la direction qui ne respecte pas la convention collective de travail sectorielle. Cette convention, qui a force de loi, disait : « *L'entreprise mettra tout en œuvre en vue d'éviter des licenciements pour raisons économiques et techniques. Si des difficultés surviennent en la matière, il est préalablement instauré un régime de chômage partiel, si possible par roulement.* »

Les faits

Début juin, en Conseil d'Entreprise, sans aucune discussion préalable, la direction a annoncé la fermeture du département « Magasin Pneus » et par conséquent le licenciement sec des 8 ouvriers qui y travaillent. Des raisons techniques et de sécurité ont été invoquées, mais il n'y a eu aucun audit, aucun document de nonconformité, aucune justification ou preuve de la nécessité de fermer ce département. Aucune réorganisation du département n'avait été préalablement annoncée. Notre surprise face à ces licenciements injustifiés a été complète.

Bridgestone Aircraft Tyres contrôle 50% du marché du pneu des compagnies aériennes d'Europe, d'Afrique et du Moyen Orient. Son chiffre d'affaires est passé de 53,2 millions d'Euros en 2007 à 62,3 millions en 2008. Les bénéfices du site de Frameries pour 2008 s'élèvent à 5,2 millions d'euros (2 fois plus qu'en 2007). L'entreprise investit des milliers d'euros dans des panneaux photovoltaïques, engage du personnel, refuse des prévisions, augmente ses projets de production et fixe de nouveaux contrats de sous-traitance. Bridgestone n'est pas une entreprise en difficulté qui peut « justifier » des licenciements secs !

En même temps, l'entreprise a bénéficié d'avantages mis à sa disposition par les pouvoirs publics pour plus d'un million d'euros : intérêts notionnels (591.914 €), réductions de cotisations de sécurité sociale (358.559 €), économies au niveau de la formation (189.997€).

Le traitement subi par les travailleurs licenciés est inacceptable. Les cadres ont réclamé les badges et le matériel de nos camarades avant même de leur présenter un préavis écrit. A ce moment-là, tous les ouvriers ont compris que la paix sociale était rompue.

Notre combat est le vôtre. Avec votre solidarité, nous gagnerons !

Les travailleurs de Bridgestone Aircraft Tire – site de Frameries

Pour marquer votre solidarité avec la grève : route de Bavay à 7080 Frameries (à proximité de l'autoroute)

Pour soutenir la grève, vous pouvez faire un don : 035-7064230-52



stop aux licenciements

Les travailleurs de Bridgestone, unis et en front commun, sont en grève depuis le 11 juin. Face à eux, la direction de l'entreprise maintient une attitude de combat, très déterminée. Alors que l'entreprise a fait plus de 5 millions d'euros de bénéfice l'an dernier, la direction ne cache même plus son intention de licencier d'autres travailleurs dans un avenir proche. Elle est soutenue par la fédération patronale de la chimie, Essenscia, qui traîne les grévistes dans la boue, les présente comme des voyous et des casseurs. Alors que les congés commencent, le conflit chez Bridgestone devient une épreuve de force importante pour l'ensemble du monde du travail, qui devra une fois de plus mener de durs combats dès la rentrée, pour l'emploi, contre la précarité et l'austérité. Face à la solidarité patronale, la solidarité du monde du travail et de la population doit s'affirmer.

Voilà pourquoi un appel a été lancé à constituer :

un comité de solidarité pluraliste avec les grévistes de Bridgestone
pour ne plus affronter seul les licenciements.
Bas les pattes des délégués des travailleurs !
Solidarité avec les travailleurs en lutte !

La LCT participe activement dans ce Comité, soutenu déjà par de nombreux syndicalistes, des militants de différentes organisations et des indépendants.

Vous pouvez signer l'Appel en envoyant un e-mail à invernizzi.sandra@skynet.be - tel: 0494/30.68.35.



Toutes les infos, photos et vidéos, sur le [blog du Comité de soutien :](http://stoplicenciements.blogspot.com)

<http://stoplicenciements.blogspot.com>

Communiqué de la FGTB wallone

Motion de soutien aux travailleurs de Bridgestone à Frameries

La FGTB wallonne manifeste sa plus grande solidarité aux 140 travailleurs en grève depuis bientôt 3 semaines chez Bridgestone pour refuser le licenciement de 8 collègues.

La CCT d'entreprise garantissant la sécurité d'emploi est bafouée par la direction qui refuse d'envisager les différentes solutions de réintégration en interne des 8 ouvriers concernés par la fermeture du dépôt de pneus.

Il faut préciser que, parmi ceux-ci, figure le délégué principal (CG -FGTB), membre du CPPT, secrétaire du Conseil d'entreprise et travailleur depuis 1980.

La FGTB wallonne soupçonne la direction de bloquer les solutions alternatives aux 8 licenciements secs afin de pouvoir se séparer d'un délégué syndical chevronné.

[...]

29/06/2009,
www.irw-cgsp.be

Au-delà des urnes : unifions les luttes

Passé le remous électoral, la bourgeoisie tire les conclusions. En temps de crise, quand il s'agit surtout « d'éviter les dérapages sociaux » selon l'expression de Di Rupo¹, le PS au Sud et le CD&V au Nord prendront en charge d'essayer de contrôler le mouvement ouvrier, mettant à profit leurs liens privilégiés avec les directions syndicales. Et pour s'occuper de choses au-dessus de la mêlée communautaire, comme envoyer des troupes et des avions supplémentaires en Afghanistan et donner les garanties nécessaires au secteur bancaire, par exemple, le MR et le VLD s'en chargeront au fédéral.

Maintenir la « paix sociale »

Rappelons qu'après dix ans de coalition des « socialistes » avec la démocratie chrétienne, et deux mois avant les élections de 1999, lors de son discours du Premier Mai, Di Rupo exigeait de mettre fin aux mouvements de grève avec le prétexte que « sinon, viendraient les libéraux » : « Si c'est la droite ou le centre-droit qui gouverne après le 13 juin, ils nous confisqueront tout le bénéfice de nos efforts »². Les libéraux sont venus, et le « socialiste » Di Rupo n'eut aucun scrupule pour les accompagner dans le gouvernement, reléguant son ancien partenaire de la démocratie chrétienne dans l'opposition. C'est ce gouvernement qui, en octobre 2005, après deux grèves générales, a imposé le « pacte de solidarité entre les générations ». Et peu après, Di Rupo disait : « La demande est triple. 1. Il faut que le courant passe entre nous, les syndicats et le patronat. 2. Il faut créer les conditions de la création d'activités, sachant que la priorité, c'est l'emploi. 3. Pour cela, il faut éviter les dérapages sociaux. »³.

Aujourd'hui, dans un contexte où la crise capitaliste s'avère de plus en plus aiguë et que les conflits se multiplient et dépassent parfois le contrôle des syndicats, le PS a de nouveau avancé son argument principal du « danger des libéraux », ce qui lui a permis de sauver les meubles aux élections en dépit des scandales et d'assumer pleinement son rôle d'influencer la base de la FGVB. Quant au dit « grand vainqueur » de ces élections, Ecolo, il vient à point pour compenser le recul du PS dans les urnes.

Le CD&V, pour sa part, peut jouer

son rôle de partenaire dans le contrôle des mouvements sociaux. S'il lui manque quelques sièges pour s'imposer, il peut compter avec le bon score de son ancien compagnon de coalition, De Wever. Les tendances nationalistes et xénophobes de ce dernier ne le gênent pas plus que ce n'était le cas avant. Et dans ce cas, personne ne parle du « cordon sanitaire » qui autre fois empêchait de s'allier au Vlaams Belang, un parti qui, heureusement, est en perte de vitesse.



Quelle alternative pour les travailleurs ?

Le PTB s'était profilé comme alternative au « cirque politique », mais son renoncement explicite lors de son dernier congrès à toute alternative d'opposition catégorique au système en place, son rejet de toute perspective révolutionnaire, n'a pas, pour autant, suscité l'enthousiasme électoral escompté par la direction de ce parti. Après être passé de 5 élus municipaux en 2001 à 15 en 2006, il a pu améliorer un peu son score dans les communes où il siège : des bastions construits autour des maisons médicales, mais globalement sa performance ne s'est pas sensiblement améliorée en 2009 par rapport à 2007.

D'autre part, si la classe ouvrière a considéré pendant un siècle le PS

Ecolo est-il de gauche ?

Le score d'Ecolo reflète principalement l'inquiétude de la classe moyenne face à la crise, mais aussi une attente de nombreux travailleurs d'une politique plus sociale, et avec moins de magouilles, en offrant un « libéralisme social » plus crédible que celui du MR.

Rappelons toutefois qu'Ecolo aurait prêté sans scrupules son concours au MR si cela lui aurait valu une meilleure reconnaissance comme parti jouant dans la cour des grands, avec les postes correspondants à la clef. C'est ce qu'il a fait lors des élections communales précédentes à Schaerbeek, en dépit des « accords » préélectorales.

Le discours sur l'écologie de ce parti n'est d'autre part guère progressiste. L'utilisation irresponsable et la destruction des ressources naturelles sont considérées comme étant de la responsabilité de chacun d'entre nous, de manière individualiste, et ne met nullement en cause la voracité et l'appât du gain de l'exploitation capitaliste.

Rappelons aussi la politique d'Ecolo quand il était au gouvernement. A l'époque, il a été le promoteur des vols charter pour expulser des sans-papiers ; et c'est bien Isabelle Durant qui a signé pour la division de l'ancienne SNCB en trois entités, en tant que ministre des Transports, comme prélude à la libéralisation en cours du chemin de fer.

comme « son » parti, il faut bien se rendre à l'évidence qu'après tant de trahisons des « socialistes », elle n'a pas encore trouvé une alternative pour son organisation indépendante sur le plan politique. Le taux d'absentéisme élevé aux élections européennes, surtout dans les pays où le vote n'est pas obligatoire, mais aussi dans notre pays, est un reflet du discrédit des partis traditionnels. Cependant, pour le moment, même une alternative « à gauche du PS et d'Ecolo » ne mobilise pas les travailleurs, moins encore une alternative révolutionnaire.

A l'occasion de ces élections, la LCT a dénoncé le virage du PTB et son abandon de toute perspective de classe afin de se ranger dans le peloton des partis de la bourgeoisie, dont il a d'ailleurs obtenu le soutien pour se présenter aux élections, moyennant la signature de quelques parlementaires du MR. Il se vante d'être maintenant le plus petit des grands, après avoir été le plus grand des petits.

Nous avons soutenu l'effort de la gauche radicale qui maintient une position de lutte et d'opposition au régime et qui a pu présenter des alliances électorales dans ce scrutin.

Le résultat électoral extrêmement faible de cette gauche confirme la marginalité de la gauche non-réformiste et la faible popularité des idées révolutionnaires. Pour développer cette conscience de classe, une propagande électorale est utile mais l'essentiel est de soutenir et d'unifier les luttes. C'est l'unique moyen d'avancer dans la construction d'un rapport de force favorable pour faire face au patronat, et de construire dans la lutte une organisation de classe qui se prépare pour en finir avec le capitalisme en prenant le pouvoir.

Pour cela, nous ne pouvons malheureusement pas compter avec les directions syndicales, qui se limitent aux discours vaguement combatifs quand ils n'œuvrent pas activement pour isoler et saboter les luttes au profit de la « paix sociale », c'est à dire des intérêts de la bourgeoisie.

Le combat sera long et difficile. Comme nous disions déjà après les élections de 2007 : « Il n'y a pas de raccourci facile pour la construction de l'organisation indépendante de notre classe. [...] Le principal obstacle à l'organisation indépendante des travailleurs dans notre pays se trouve... à l'intérieur même de leurs

organisations syndicales : une bureaucratie qui sert de façon exemplaire les intérêts de nos ennemis, en désamorçant les luttes, en divisant les travailleurs. La grande tâche pour la gauche radicale n'est pas d'avoir un député « à nous », mais de soutenir concrètement les luttes et de combattre, dans ces luttes, le frein impitoyable de la direction bureaucratique. Dans ce combat naîtra l'organisation indépendante de notre classe, une organisation qui fait cruellement défaut. »⁴

Aujourd'hui, plus que jamais, l'unité de la gauche dans les élections doit se traduire dès à présent par une unité accrue dans les luttes.

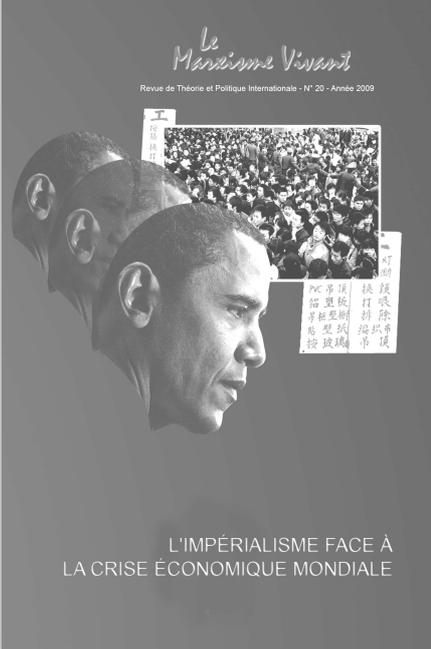
¹ Expression qu'il a lancée au lendemain des deux grèves générales contre le « Pacte de solidarité entre les générations », *Le Soir*, 21-22/01/06

² Rappelons que parmi ces « efforts », il faut compter que Di Rupo, Vice-premier ministre en charge des entreprises publiques, avait pu céder 49% de la Sabena à Swissair en 1995 et 50% moins une action du capital de Belgacom au privé en 1996.

³ *Le Soir*, 21/01/06.

⁴ *Presse Internationale* n° 50 - juillet-août 2007.

Au-delà des urnes, unifions les luttes !



Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale éditée par la LIT-QI.

Le dernier numéro (n°20) est consacré exclusivement à la crise économique mondiale sous ses différents aspects. Vous pouvez l'obtenir auprès des camarades qui vous offrent ce journal.

Au sommaire :

- L'impérialisme face à la crise économique
- La signification historique de la crise de 1929
- La crise mondiale et l'Europe
- La Chine : l'usine du monde ferme ses portes
- Le mouvement ouvrier face à la crise.
- Discussions avec Trotsky



Courrier International

Nous publions ici la traduction des n° 149 et 150 - juin et juillet 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Elections européennes en Espagne

Très bon résultat d'Initiative Internationaliste

Le 7 juin ont eu lieu, dans les pays membres de l'UE, les élections pour le parlement européen, un organisme qui, jusqu'à présent, a une fonction plus symbolique que réelle.

En Espagne, les deux tendances plus générales de l'élection dans le continent ont été mises en évidence. D'une part, un taux d'abstention très élevé s'est maintenu, n'ayant voté que 46% de l'électorat. Comme l'indique le communiqué de *Courant Rouge*, cette abstention « est le reflet du discrédit, parmi la population du vieux continent, d'une Union Européenne (UE) qui a montré encore une fois son rôle d'instrument de l'Europe du Capital ». D'autre part, le meilleur résultat électoral a été obtenu par les organisations bourgeoises de droite, qui ont dépassé les partis « de gauche » des régimes au pouvoir. Dans le cas de l'Espagne, le Parti Populaire a obtenu 42,23% des voix, contre 38,51% pour le PSOE, le parti au gouvernement.

Dans ce cadre, la liste *Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples (II-SP)*[§], bien que n'ayant pas obtenu de députés, a réalisé une très bonne élection, surtout si on considère les conditions et les attaques dont elle a fait l'objet. Elle apparaît ainsi comme une alternative naissante pour une avant-garde de combattants de l'Etat espagnol.



**La solidaridad
ENTRE LOS PUEBLOS**



L'Etat espagnol : prison de peuples

Pour comprendre les caractéristiques actuelles de l'Etat espagnol, son actuel régime politique et les fortes contradictions qu'il présente, il est nécessaire de revenir briève-

ment sur son histoire.

L'unité de l'actuel Etat espagnol est le résultat d'un long processus qui s'est développé après l'expulsion complète des « maures » (les musulmans) du territoire, entre les 15^{ème} et 18^{ème} siècles. Toutefois,

contrairement à d'autres pays européens, cette unité n'est pas mise en oeuvre par la bourgeoisie la plus développée économiquement et culturellement, mais par un secteur bureaucratique centré sur Madrid et la Castille, avec un poids



fort de l'Eglise catholique.

De cette manière, la monarchie de Castille s'est imposée et se met à opprimer d'autres nationalités avec des racines culturelles et linguistiques propres, comme les Basques (avec une langue complètement différente des langues romanes), les Catalans ou les Galiciens. C'est pourquoi, la caractérisation de « prison de peuples », que les marxistes donnaient à l'empire russe avant la Révolution d'octobre, s'applique parfaitement au royaume d'Espagne.

Depuis lors, tant la lutte pour une République bourgeoise démocratique et l'élimination de la monarchie, que la lutte des nationalités opprimées pour leurs droits, étaient à l'ordre du jour. Pendant une courte période du 19^{ème} siècle, entre 1873 et 1874, a existé la I^{ère} République, rapidement renversée par les monarchistes.

Les contradictions de l'Etat espagnol se sont accentuées avec le développement capitaliste et l'époque impérialiste, et elles ont explosé cruellement dans la décennie de 1930, lors de la Révolution espagnole, l'instauration de la II^{ème} République et la guerre civile (1936-1939). Le triomphe des forces fascistes et le long régime dictatorial de Francisco Franco ont approfondi son caractère de « prison de peuples ». Dans les nationalités sont apparues aussi, de pair avec les formations bourgeoises nationalistes, des organisations et des courants indépendantistes plus radicalisés, comme c'est le cas de l'ETA au Pays basque.

La transition

Pendant les années 60 et le début des années 70 s'est développé en Espagne une forte montée des luttes contre un régime franquiste de plus en plus déclinant, y compris par le vieillissement du *Generalissimo* lui-même. La crise éco-

nomique, d'une part, et le mécontentement de plus en plus grand contre le régime franquiste, d'autre part, ont ouvert la possibilité du renversement révolutionnaire du régime, avec les travailleurs à l'avant-garde de cette lutte.

Pour éviter cette alternative, les secteurs les plus lucides du franquisme, comme Adolfo Suárez, ont élaboré la politique de la « transition », afin de « recycler » le régime et de le « démocratiser » en sauvant les aspects essentiels du pouvoir économique, politique et militaire des secteurs bourgeois liés au franquisme.

L'actuel régime politique est né de la « transition ». Il combine des institutions de la démocratie bourgeoise, comme l'élection par vote populaire du Parlement et du Président du Gouvernement, avec la restauration de la monarchie et de la personne du roi comme expression institutionnelle de l'Etat espagnol. Le roi Juan Carlos a été choisi par Franco en personne pour cette fonction. L'actuelle constitution espagnole est tout à fait réactionnaire en ce sens, au point que le fait de critiquer le roi est considéré une infraction. Plusieurs activistes antimonarchistes ont été jugés pour cela.

En même temps, pour éluder la reconnaissance des nationalités, une politique a été mise en oeuvre que nous pouvons appeler de « tournée générale » : des « Communautés autonomes » ont été créées sur tout le territoire, avec des gouvernements et des parlements régionaux, comme espace pour leurs bourgeoisies. Mais ce n'est qu'une couverture plus « démocratique » pour la « prison de peuples », étant donné que ces « Communautés », bien qu'elles disposent finalement de quelques attributions administratives et redistribuent une partie des dépenses de l'Etat, n'ont aucun

droit réel d'autonomie. Le critère sous-jacent est encore toujours la devise de la droite : « l'Espagne unique et indivise ».

La transition - et l'usurpation qu'elle représenta des aspirations démocratiques du peuple et des nationalités - n'aurait pas pu s'achever avec succès sans la trahison des partis qui dirigeaient les masses, comme le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et le Parti Communiste Espagnol (PCE), dont les dirigeants (Felipe González et Santiago Carrillo, respectivement) ont signé, en 1977, les *Accords de la Moncloa*, des accords économiques et politiques qui ont mis le point final à la « transition ».

Quarante années après la Révolution espagnole, les dirigeants de ces partis, dont les militants avaient donné leur vie dans la guerre civile, acceptaient la monarchie et, comme un symbole de leur trahison, pliaient le genou devant le roi. Les dirigeants des centrales ouvrières sous leur influence - Commissions Ouvrières (CC.OO, du PCE) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT, du PSOE) - suivaient le même chemin.

Le PCE a commencé à perdre du poids et a subi plusieurs crises, mais il s'est clairement maintenu à l'intérieur du régime, ce qui explique sans doute la position de Willy Meyer, le principal candidat de Gauche Unie (IU, la coalition dont faisait partie le PCE, dans ces élections), qui a approuvé l'interdiction de la liste d'II-SP. Le PSOE, quant à lui, est devenu un des piliers essentiels de ce régime, en assumant plusieurs fois le gouvernement du pays, comme c'est le cas actuellement.

La crise frappe durement l'impérialisme espagnol

L'Espagne a été un des premiers

pays impérialistes. Mais ce caractère de « vieil » impérialisme s'est manifesté aussi dans une forte décadence au 19^{ème} siècle et dans la première moitié du 20^{ème}. A partir des années de 60 et 70 a commencé un processus de modernisation et développement capitaliste qui s'est approfondi à partir de l'intégration à l'UE, dans la décennie du 90.

Comme une partie de ce processus, le pays vit une reconversion productive. D'une part, la bourgeoisie a accepté un plan de réduction de son industrie (spécialement métallurgique et navale). D'autre part, elle a étendu son espace comme centre touristique et commercial. En même temps s'est renforcé son rôle de sous-impérialisme, spécialement avec des capitaux allemands et américains. De ce fait, le pays a gagné un poids économique important en Amérique latine (par le biais de grandes entreprises comme Banco Santander, Telefónica, Repsol, etc.), et même à Cuba, spécialement dans le secteur du tourisme.

A l'intérieur du pays, l'économie s'est essentiellement centrée sur la création d'une grande « bulle immobilière » (proportionnellement supérieure à celle des Etats-Unis), qui a mené à une hypertrophie du secteur de la construction. Par exemple, à la fin de 2005, l'Espagne avait un parc de 23,7 millions de logements pour un total de 15,4 millions de foyers (données de la banque d'Espagne), c'est-à-dire une moyenne de 1,54 logements pour chaque foyer espagnol, le taux le plus haut du monde.

Dans ce cadre, la crise économique internationale a frappé le pays de plein fouet : au premier trimestre de 2009, l'économie espagnole s'est contractée avec un taux annuel de 3% par rapport à la même période de 2008, et de 1,9% par rapport au trimestre précédent,

les pires résultats depuis 1970. Suite à cela, en avril 2009, le chômage a atteint le chiffre alarmant de 17,36% (3,45% de plus que le trimestre précédent), le taux le plus haut de l'Union européenne. Au cours des seuls douze derniers mois, 1 311 000 postes de travail ont été détruit, ce qui s'ajoute aux demi million de personnes qui n'ont pas pu obtenir leur premier travail.^{§§}

Les luttes

Dans ce cadre, il ne faut pas s'étonner que la situation préalable aux élections montra un accroissement des luttes dans différents secteurs, spécialement parmi les travailleurs et les étudiants, ce qui s'ajoute aux revendications historiques des nationalités.

D'une part, il y a eu les luttes contre les EREs (Dossiers de Restructuration d'Entreprises, un mécanisme juridique avec lequel les entreprises légalisent les licenciements), avec des mobilisations très significatives, en particulier, dans le secteur de l'automobile. Des travailleurs comme ceux de la multinationale américaine du transport de marchandises UPS ont été les protagonistes d'une lutte longue et victorieuse à Madrid. Il y a eu aussi d'importantes mobilisations en défense de l'enseignement public, ainsi qu'une manifestation de dizaines de milliers, à Madrid, qui sont descendus dans la rue en défense de la santé publique et contre la privatisation du secteur, une manifestation convoquée par la Coordination des Travailleurs de la Santé Publique de Madrid.

D'autre part, à différentes occasions, des dizaines de milliers d'étudiants se sont mobilisés dans leur lutte contre la privatisation de l'enseignement universitaire que représente le Plan Bologne (promu par tous les gouvernements de l'UE).

Et quelques jours seulement avant les élections, le 21 mai, il y a eu une grève générale couronnée de succès dans le Sud du Pays basque, avec des milliers de personnes participant à des mobilisations à Bilbao, Saint-Sébastien, Pampelune et Vitoria. Dans la dernière semaine de mai, il y a eu d'importantes confrontations entre les métallos de Vigo (la Galice) et la police, lors des mobilisations de la lutte pour une convention collective.

Le surgissement de II-SP

Ce qui est certain, c'est que toutes ces luttes, et l'avant-garde qui y participe, ne trouvent pas une expression syndicale organisée dans les principales centrales, comme CCOO ou UGT, ce qui donne lieu à un processus embryonnaire de réorganisation syndicale. Elles ne se retrouvent pas non plus dans l'actuelle carte politique espagnole, avec le PSOE comme pilier du régime, la Gauche Unie de plus en plus à droite et les partis bourgeois des nationalités (PNV, BNG, CiU, Esquerra Republicana) de plus en plus intégrés au régime.

C'est dans ce cadre qu'apparaît la coalition qui lance les candidatures d'II-SP pour les élections au parlement européen. Pour la première fois s'unissent dans un front électoral d'opposition au régime, des organisations et personnalités de la gauche des nationalités, d'autres organisations présentes dans l'ensemble de l'Etat espagnol, comme Courant Rouge (une organisation dont participe le PRT-IR, la section espagnole de la LIT-QI), ainsi que des militants et dirigeants des luttes ouvrières récentes. Cette unité sans précédent se manifeste tant dans la composition de la liste de candidats comme dans le programme de la coalition. C'est pourquoi, en peu de temps, II-SP a reçu de nombreuses adhésions de

secteurs d'intellectuels, de syndicalistes, d'autres organisations de gauche, etc.

Un grand triomphe démocratique

L'apparition de cette coalition a été un motif de souci pour la droite, qui a entamé une campagne d'attaques dont le gouvernement du PSOE se fit écho. Ce dernier a demandé et obtenu, par le biais du Ministère public, l'interdiction de la liste d'II-SP par le Tribunal Suprême (TSE), avec la fausse accusation qu'il s'agissait de la continuité de Batasuna (une organisation de gauche basque, mise hors la loi parce que considérée comme le bras politique de l'ETA).

Toutefois, une forte campagne nationale et internationale, qui s'ajoutait au manque de preuves de l'accusation, a obligé le Tribunal Constitutionnel à casser la décision du TSE, et II-SP a pu se présenter aux élections.

Cela a été un grand triomphe démocratique. Comme disait, avant les élections, Alfonso Sastre, un des plus prestigieux dramaturges de langue hispanique et tête de la liste : « *Indépendamment du fait d'obtenir un siège ou non en Europe, le mouvement de solidarité qui est né à la suite de l'annulation de la candidature par le Tribunal Suprême, est déjà un succès.* ».

En rapport avec cela, un autre succès de la campagne est que, comme dit la déclaration postérieure de Courant Rouge : « *La campagne a servi à mettre en*

question, au niveau étatique et international, cette Loi des Partis antidémocratique, ainsi que ceux qui depuis le gouvernement (du PSOE ou du PP) poursuivent les gens pour des délits d'opinion et font des lois dignes de dictatures. ».

Résultats et perspectives

Dans le cadre d'une courte campagne, qui a dû subir tant les attaques que le silence des grands médias, la liste II-SP a obtenu un résultat électoral très bon, même si elle n'a pas obtenu un député.

Elle a obtenu dans l'ensemble de l'Etat espagnol un chiffre significatif de voix : 175 895 (1,12%). Il y a lieu de signaler clairement les résultats du Pays basque (115 281) et de Navarre (22 985), où la liste est devenue la troisième force, ainsi que ceux de Catalogne (16 575). Pour voir l'importance de ce résultat, il convient de le comparer avec celui des deux autres forces de gauche d'opposition au régime qui se sont présentées : la Gauche Anticapitaliste (liée au Nouveau Parti Anticapitaliste français) a obtenu 25 280 voix et le Parti Communiste des Peuples d'Espagne (PCPE) 15 093.

C'est pourquoi, les premières conclusions publiées par Courant Rouge, en exprimant sa satisfaction pour le résultat, nous paraissent correctes :

Cette candidature est née avec un objectif clair : qu'on écoute la voix des travailleurs, des travailleuses et des peuples ; et il n'y a

pas de doute que nous avons réalisé amplement cet objectif. [...] Mais les résultats ont démontré surtout ce que signifie vraiment une politique de classe : essayer d'unir toute la classe ouvrière et faire de sorte qu'elle assume comme propres, les autres tâches en suspens du reste des opprimés. [...] Sans céder à l'idéologie dominante, contre le retard et les préjugés, contre vent et marée, on a su défendre qu'il n'y a pas d'unité des travailleurs si comme travailleurs, nous ne sommes pas les suprêmes défenseurs du droit des peuples à leur autodétermination, à l'exercice de la souveraineté des peuples, défendant ainsi les libertés démocratiques les plus élémentaires. [...] Nous sommes plus que satisfaits, parce que la campagne a permis de rompre le cordon autour de Euskal Herria [du Pays basque, NdR], et de récupérer des liens d'unité entre les organisations basques et la gauche révolutionnaire étatique, relançant ainsi la lutte pour la souveraineté de tous les peuples.

Maintenant s'ouvre un débat sur la façon de donner suite à l'unité et à l'espace conquis, pour que naisse une alternative politique en Espagne pour des milliers de combattants de la classe ouvrière, de la jeunesse et les nationalités, un outil indispensable pour tous ceux qui en ont ras le bol des trahisons de la « gauche » du régime.

§ www.iniciativainternacionalista.org/
§§ www.economiadehoy.com/

HERRIEN
elkartasuna

La solidaritat
ENTRE ELS POBLES

Vive la lutte héroïque du peuple hondurien !

A bas le putsch!

Le 5 juillet, des dizaines de milliers d'Honduriens se sont mobilisés vers l'aéroport de Tegucigalpa pour attendre le retour du président renversé Manuel Zelaya (qui finalement n'a pas pu retourner au pays) et elles ont fait face aux forces de répression, avec le solde de deux morts et des dizaines de blessés. Cela a été une grande manifestation de résistance au putsch militaire qui, la semaine précédente, avait renversé Zelaya et l'avait expulsé du pays.

Ce putsch nous en rappelle beaucoup d'autres qui, dans un passé récent, étaient monnaie courante en Amérique latine et dans d'autres régions du monde. C'est peut-être la raison du grand impact international que la nouvelle a causé, et du rejet massif des travailleurs et des peuples partout dans le monde, spécialement dans le continent latino-américain.

Unité putschiste de la bourgeoisie hondurienne

En analysant la situation du pays, on voit que ce putsch a été le résultat d'un front réactionnaire très vaste de pratiquement tous les secteurs de la bourgeoisie hondurienne. Il fut soutenu par les deux organisations politiques bourgeoises traditionnelles, le Parti National (conservateur) et le Parti Libéral (dont fait partie Zelaya lui-même), ainsi que par la Cour Suprême, le Congrès, les moyens de communication, l'Eglise hondurienne et les Forces Armées (comme promoteurs et instruments de l'action putschiste).

Manuel Zelaya est un président bourgeois qui provient de l'oligarchie latifundiste et ne représente nullement les intérêts du peuple. Mais son rapprochement avec les pays influencés par le chavisme, ainsi que la tentative d'obtenir une réélection non prévue par l'actuel régime politique, et rejetée par la grande majorité de la bourgeoisie, ont finalement rendu intolérable son maintien au pouvoir, pour cette bourgeoisie et l'armée honduriennes.

La répression contre le peuple

Les putschistes n'ont toutefois pas voulu assumer ce rôle et ils ont essayé de donner une couverture légale à leur intervention, forts du soutien de la plupart des institutions du régime, comme la Cour

Suprême et le Congrès, et ils ont accusé Zelaya de divers « crimes » afin de l'écartier « constitutionnellement ». C'est d'ailleurs le Congrès lui-même qui a nommé un nouveau « président civil » provenant du même Parti Libéral, Robert Micheletti.

Mais au-delà de ce manteau de légalité, ils ont montré dès le début leur véritable visage et leurs intentions : ils ont décrété l'état de siège, ils ont fermé les moyens de communication qu'ils ne contrôlaient pas (comme Radio Globe et Canal 36), ils ont arrêté des centaines d'adversaires, ils ont durement réprimé les manifestations de protestation, en provoquant plusieurs morts et des dizaines de blessés... Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'un putsch contre les libertés démocratiques et contre le peuple hondurien.

Une bourgeoisie et une armée très réactionnaires

D'autre part, l'actuel régime politique hondurien se base sur une Constitution très réactionnaire et oligarchique, approuvée en 1982. A cette époque, le Honduras était comme un « porte-avions » des Etats-Unis, servant de base à la guérilla des « contras » qui combattait contre le gouvernement du sandinisme au Nicaragua, et qui aidait l'armée du Salvador à combattre le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale

(FMLN).

Durant toutes ces années, l'ambassadeur des Etats-Unis dans le pays était le tristement célèbre agent de la CIA, John Negroponte, qui non seulement a mis sur pieds les « opérations » que nous venons d'évoquer. Il a aussi aidé l'armée et la bourgeoisie honduriennes à créer les « escadrons de la mort » qui « éliminaient » les dirigeants ouvriers et de gauche et qui ont de ce fait « évité » une guerre civile ouverte dans le pays.

Les principaux cadres et dirigeants actuels de l'armée hondurienne ont reçu leur « entraînement » à cette époque et, en outre, se sont « spécialisés » dans la célèbre « École des Amériques » pour militaires latino-américains (dont le siège est actuellement à Fort Benning, en Géorgie, aux Etats-Unis). C'est le cas du général de l'armée de terre Romeo Vásquez, principal chef militaire putschiste, ainsi que du général de l'armée de l'air Javier Prince Suazo. C'est-à-dire que ce sont cette bourgeoisie et cette armée complètement réactionnaires qui sont à l'origine du putsch.

Un pays très colonisé

Le Honduras, avec un peu plus de sept millions d'habitants, est le second pays le plus pauvre d'Amérique Centrale et un des plus pauvres du continent américain dans son ensemble.



La base de l'économie est toujours l'agriculture, dont une partie est consacrée à la subsistance et une autre est entre les mains de l'oligarchie latifundiste, producteur de bananes, de café et de sucre pour l'exportation. Il y a aussi un nouveau secteur de « maquilas » (zones franches) du textile, et dans l'ensemble, 70% des exportations sont destinées aux Etats-Unis. Une autre source d'importantes recettes pour le pays sont les remises d'argent par les Honduriens qui ont dû émigrer, spécialement vers les Etats-Unis.

Autrement dit, la bourgeoisie hondurienne a permis que, de fait, le pays soit presque une colonie de cette puissance impérialiste, et cette configuration économique est un élément clef pour comprendre l'évolution possible de la situation.

Il faut mettre en échec le putsch

Nous avons déjà dit que Manuel Zelaya est un président bourgeois qui, tant par son origine sociale latifundiste comme par sa politique, ne représentait nullement les intérêts du peuple. Toutefois, il a été choisi par la volonté populaire et, nous, la LIT-QI, nous considérons que seulement les travailleurs et le peuple hondurien ont le droit de décider si Zelaya, ou tout autre président, doit rester ou s'en aller.

C'est pourquoi, nous croyons que la plus vaste mobilisation nationale et internationale est nécessaire pour mettre en échec le putsch militaire en Honduras. Il faut respecter les élections qui ont mené Zelaya au pouvoir. Pour cette même raison, nous croyons que la première exigence de cette mobilisation doit être que Zelaya retrouve sa place au gouvernement.

Quelle est la politique de l'impérialisme ?

L'impérialisme américain a soutenu toutes les mesures (comme la

résolution de la Cour Suprême ou le vote du Congrès hondurien) qui s'opposaient à ce que Zelaya obtienne sa réélection, dans le but de l'obliger à négocier avec l'opposition. Mais dans ces cas, il n'a pas soutenu le putsch, comme il avait l'habitude de faire. Le putsch apparaîtrait alors comme un coup de gueule de la bourgeoisie hondurienne, qui est allé au-delà du « cadre » prévu pour faire pression sur Zelaya.

C'est ce qui explique que, outre le rejet attendu des organisations ouvrières, populaires et sociales, ainsi que des mobilisations internationales, contre le putsch, le gouvernement des putschistes subit aujourd'hui un isolement international rarement vu.

Des organismes au service de l'impérialisme, comme l'ONU et l'OEA, et les gouvernements de pratiquement tous les pays, y compris les pays impérialistes, comme les Etats Unis et les pays de l'Union européenne, se sont prononcés contre le putsch, ne reconnaissent pas le nouveau gouvernement de Micheletti et demandent le retour au pouvoir de Zelaya. Même le Vénézuélien Hugo Chavez, le Brésilien Lula et d'autres dirigeants ont fait l'éloge de la position du président des Etats-Unis, Barack Obama.

Y a-t-il un changement dans l'impérialisme ?

Cette situation actuelle (que l'impérialisme et ses institutions internationales s'opposent à un putsch de droite) est en contraste évident avec d'autres moments du passé. Il est donc possible que beaucoup de travailleurs se demandent si, avec le triomphe électoral de Barack Obama, il n'y a pas eu un changement profond dans la politique de l'impérialisme.

La réponse est nécessairement complexe. Avec Obama, il y a eu

effectivement un changement évident dans la forme ou dans la tactique politique, en comparaison avec Bush. Mais, pour le contenu, c'est la même politique de défense des intérêts impérialistes contre les peuples.

L'impérialisme américain a été obligé de changer sa politique de putsch militaire, d'abord, par la défaite qu'il subit dans la guerre d'occupation d'Iraq et l'enlèvement dans le borbier en Afghanistan, mais aussi par l'échec de tentatives putschistes comme celle contre Chavez, en 2002, au Venezuela. Ce sont des faits, parmi d'autres, qui représentent la défaite de la « guerre contre la terreur » et du projet de « nouveau siècle américain », promu par Bush à partir du 11 septembre 2001.

La « réaction démocratique »

C'est pourquoi, après ces défaites, l'impérialisme s'oriente vers des « négociations de paix » au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde, et vers des régimes démocratiques bourgeois pour démonter les guerres de libération, freiner et dévier les processus de montée révolutionnaire des masses. C'est un nouvel équilibre entre « la carotte et le bâton » : l'effort militaire principal est concentré aujourd'hui sur la victoire de la guerre en Afghanistan et la tentative de démonter les autres processus de lutte.

Cette politique, que nous appelons de « réaction démocratique », a comme un de ses axes fondamentaux celle de négocier et de donner de l'espace aux gouvernements de collaboration de classes, qu'ils soient de front populaire ou populistes de gauche, comme celui de Lula ou celui de Chavez, pour que ce soit eux qui, avec leur prestige populaire, contrôlent le mécontentement des masses avec la crise économique et l'exploitation capi-

taliste, et les mobilisations auxquelles il donne lieu.

Dans le cadre de cette politique, et avec la préoccupation de l'impérialisme concentrée sur la région du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale, un putsch militaire dans un pays d'Amérique centrale sert seulement à « déstabiliser » la région, ce qui pourrait provoquer une résistance des masses et créer des conflits avec les gouvernements de front populaire et les populistes de gauche. C'est pourquoi, un putsch est contraire à la tactique politique actuelle de l'impérialisme et ses intérêts plus stratégiques. C'est pourquoi, il y a cette unité anti-putschiste inédite à laquelle nous assistons.

La résistance se développe

Selon toute vraisemblance, les putschistes paraissent avoir sous contrôle la situation interne en Honduras et persistent à refuser le retour de Zelaya à son poste. Toutefois, il s'avère difficile de penser que, isolé internationalement et sans reconnaissance de quelque puissance ou organisme international que ce soit ou des principaux pays de la région, le gouvernement issu du putsch puisse se consolider et se maintenir.

Et cette crise « dans les sommets » commence à avoir un double effet. D'une part, il commence à y avoir des secteurs bourgeois honduriens qui critiquent déjà cette dureté du nouveau gouvernement et qui appellent à accepter les propositions de l'ONU ou l'OEA pour négocier.

D'autre part, elle ouvre des brèches pour une avancée dans la mobilisation populaire. Des correspondants de la résistance populaire nous informent, dans une lettre sur la mobilisation de dimanche 5 juillet, que : « *Il y a eu des mobilisations d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du Hon-*

duras. Hier, il y avait autour de 100 mille personnes et aujourd'hui il y en a encore davantage, les deux très combattives. En ce sens, la mobilisation dans les rues arrive à son comble... L'armée a répondu, avec des balles pour tuer, à la tentative des masses de prendre l'aéroport au moment de l'arrivée du Président, avec le solde de deux morts. Toutefois, cette lutte dans les rues a une limitation : c'est que, à travers ses communications dans les médias, Mel Zelaya lui-même se charge d'y jeter de l'eau froide pour en conserver le caractère pacifique et de non-confrontation ». Autrement dit, il commence à y avoir une réelle possibilité que le putsch soit mis en échec par la mobilisation de masses et ses actions.

Non aux négociations en marge du peuple hondurien

En même temps, ce serait une erreur complète de penser que l'impérialisme, l'ONU et l'OEA seront les défenseurs conséquents de la démocratie au Honduras ou qu'ils avanceront jusqu'au point de punir l'oligarchie ou les militaires putschistes.

Ce qui est certain, c'est qu'ils commencent déjà à faire pression pour une négociation entre les putschistes et Zelaya qui permette une « solution » de compromis. Par exemple, la chancellerie brésilienne (actuellement très proche de la politique d'Obama) a manifesté que, outre le retour de Zelaya, « *le seul chemin qui peut conduire à une issue serait la réalisation des élections présidentielles, convoquées pour novembre* » (Folha de São Paulo, 6/7/09).

C'est-à-dire, une négociation qui sauve la « continuité démocratique » et la politique actuelle de l'impérialisme mais qui, en essence, serait un triomphe du putsch, puisque les putschistes reste-

raient impunis et ce ne serait pas le peuple hondurien qui déciderait si Zelaya peut avoir ou non un second mandat.

C'est pourquoi, nous, la LIT-QI, nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires et sociales, démocratiques et de gauche, à redoubler une campagne internationale contre le putsch militaire au Honduras et pour la solidarité avec le peuple hondurien, principalement en Amérique centrale et en Amérique latine. Seules la mobilisation populaire nationale à l'intérieur du pays (à travers des manifestations, une grève générale, etc..) et internationale peuvent mettre en échec complètement le putsch. Comme nous avons indiqué, nous croyons que le point central de cette campagne doit être : **A bas le putsch militaire, et que Zelaya reprenne son poste ! Tout notre appui à la lutte héroïque du peuple hondurien contre le putsch !**

En même temps, face aux possibles négociations qui sont tentées, nous croyons qu'il faut aussi exiger : **Aucune négociation avec les putschistes !** ainsi que **Châtiment de tous les participants au putsch, qu'ils soient civils ou militaires !**

En outre, il ne pourra pas y avoir de véritables libertés démocratiques au Honduras, aussi longtemps que subsiste la Constitution réactionnaire de 1982. En ce sens, notre proposition est qu'avec la défaite du putsch, il faut la convocation d'une **Assemblée Constituante démocratique et souveraine, qui en finisse une fois pour toutes avec le régime autoritaire de bipartisme, qui rompe avec l'impérialisme et qui donne suite aux revendications populaires pour la terre, le travail, les libertés politiques et syndicales.**

Alan García fait marche arrière - la lutte continue

Face à la lutte des indigènes au Pérou qui bloquaient une route dans la région d'Amazonas pour réclamer l'élimination des lois qui visaient à attirer les investisseurs étrangers et pour protéger leurs territoires et l'environnement des entreprises multinationales attirées par les ressources pétrolières, le gouvernement d'Alan García a répondu par une répression meurtrière. Une mobilisation nationale et internationale le 11 juin - aussi à Bruxelles - a mené à une première victoire : le président García a abrogé des décrets concernant les terres amazoniennes. Nous reproduisons ici une déclaration de la section péruvienne de la LIT-QI

Le mouvement ouvrier et populaire a obtenu un triomphe catégorique sur le gouvernement d'Alan García. Après la crise grave ouverte suite à sa tentative de noyer dans le sang la demande amazonienne, qui a donné lieu à une mobilisation populaire irréfutable, le président a finalement reculé et a donné suite à la demande indigène en acceptant d'abolir les décrets 1090 et 1064 portant atteinte aux droits sur la terre et sur les territoires amazoniens.

C'est un triomphe qui, sans aucun doute, démontre qu'il n'y a pas de victoire sans lutte. Alors que la paralysie conciliatrice de la direction de la CGTP lie les mains de la classe ouvrière face aux licenciements et aux abus des patrons, sous l'éternel prétexte « que les conditions ne sont pas réunies » ou « qu'il faut accumuler des forces », quand ce n'est pas carrément « qu'il faut collaborer avec le plan anti-crise », toutes les luttes qui ont triomphé en suivant le chemin du « moqueguazo »¹ et maintenant de la lutte amazonienne héroïque démontrent que le seul chemin qui nous reste face à un gouvernement servile vis-à-vis des multinationales et des capitalistes, c'est la lutte décidée et sans trêve.

Lutte décidée et sans trêve, et dans l'unité. Avec une volonté de fer dans la lutte, les Amazoniens ont été un exemple d'unité et de démocratie, obtenant de ce fait que la participation à la lutte soit massive et que la base s'y soit retrouvée. De cette manière, ils ont pu soutenir leur lutte pendant plus de 60 jours, en résistant à la faim et au froid ; ils ont pu maintenir les routes bloquées, paralyser l'intervention des forces répressives et gagner la solidarité des peuples de la forêt. L'unité exigée tant

de fois en appui à la lutte indigène s'est réalisée, bien que tardivement, à Lima autour du *Front pour la Souveraineté et la Vie* qui a rendu possible la journée de lutte décisive du 11 juin.

La lutte amazonienne démontre aussi qu'il est possible de démas-



quer et de jeter à la poubelle la montagne de faussetés qui ont été préférées par le gouvernement dans la seule fin d'user la lutte. L'instance « de concertation » s'est avérée être une berceuse pour gagner du temps pendant qu'on poursuivait les dirigeants et qu'on mettait en place le déploiement répressif à Bagua. La prétendue infiltration étrangère ou subversive, la stigmatisation des indigènes comme « sauvages » et même comme assassins, en les déclarant coupables pour la mort des policiers, etc., tout cela ne sont que des ressources calomnieuses que ceux d'en haut et leurs porte-parole utilisent pour mettre en cause la

légitimité des revendications.

Dans les hautes instances officielles, on nous répétait la litanie du « respect du principe d'autorité », comme si l'autorité signifiait que quelques-uns (une majorité occasionnelle dans le congrès ou le président seul) pouvaient imposer des décrets sans demander l'avis à personne et pouvaient aller jusqu'à ordonner une répression sanglante au nom d'une majorité qu'ils disent représenter. Ils nous répètent qu'ils ne peuvent pas négocier « sous la pression d'une grève ou avec les routes occupées » parce que ce serait comme négocier avec un revolver sur la tête. Mais l'un de leurs porte-parole, Yehude Simon, a dû négocier au nom de tout le gouvernement et a même dû accepter pratiquement toutes les conditions que les indigènes en lutte lui ont mises sur la table, y compris la façon selon laquelle les routes seraient maintenues bloquées, le temps d'officialiser la dérogation des décrets. Pour les ennemis de classe, toute action de protestation, ainsi que les méthodes de lutte que nous employons, seront toujours une infraction, alors que tout sera permis contre nous pour nous mettre en échec, y compris la répression. Mais nous, les travailleurs, nous savons maintenant que ni la paralysie conciliatrice, ni les instances de dialogue, ni les insultes, ni les menaces, ni même la répression ne pourront nous vaincre lorsque nous combattons unis et décidés pour nos légitimes exigences.

García s'est-il trompé ?

La droite, qui avait soutenu l'option de répression du gouvernement, fait mine aujourd'hui de s'offusquer et dit ne pas comprendre ce qu'il se

passé, en brandissant sa colère contre García, l'accusant de faiblard et d'inconséquent.

Depuis lors, d'autres secteurs moins durs en viennent à accuser le gouvernement d'irresponsabilité pour avoir mené le pays à un bain de sang inutile, pour avoir occasionné des pertes économiques graves, un discrédit international important et une crise politique profonde en acceptant finalement la dérogation réclamée par les indigènes. Ils disent qu'on aurait pu éviter tout cela en écoutant à temps les grévistes.

Tout ceci est vrai. Mais le problème n'est pas l'instabilité du président et il ne s'agit pas d'une « erreur » du gouvernement. Nous nous trouvons face à l'échec d'un virement répressif, orchestré par García et les secteurs du pouvoir économique qu'il représente et défend, une répression qui a cherché à noyer dans le sang la protestation indigène juste, et derrière elle, à mettre en échec l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire afin de continuer avec les mesures qui brandent le pays aux multinationales et surexploient les travailleurs, des mesures senties par ceux-ci comme une nécessité urgente au milieu de l'aggravation de la crise économique.

La capitulation a été signée à San Ramón mais la défaite du gouvernement a eu lieu dans les rues, le 11 juin, avec la mobilisation gigantesque qui a traversé le pays en solidarité avec la lutte indigène, avec le renforcement de la lutte dans la campagne qui continue à se développer encore aujourd'hui, et avec l'escalade de la lutte vers la Grève Nationale, annoncée par les organisations indigènes et paysannes pour les 7, 8 et 9 juillet.

Le massacre de Bagua, y compris la mort des policiers, était un coût que le gouvernement était dis-



A Bruxelles aussi se sont rassemblés quelques 200 personnes face à l'ambassade du Pérou ce 11 juin. Vous pouvez trouver sur notre site le tract que nous avons distribué à l'occasion.

posé à payer afin d'atteindre son but de « pacifier » le pays avec l'autoritarisme des bottes et des balles, mais il n'attendait pas une radicalisation et une extension de la grève, une réaction gigantesque des secteurs populaires qui sont descendus dans la rue pour rejeter le massacre et demander la tête de García lui-même, ainsi qu'une vague de condamnation internationale. L'escalade de la lutte a poussé García à faire appel de plus en plus à la ressource facile de la répression, ce qui à l'heure actuelle du conflit équivalait à jeter de l'huile sur le feu et à renforcer davantage la demande populaire qu'il s'en aille. En Andahuaylas, une grève paysanne massive, qui a provoqué l'occupation de l'aéroport en solidarité avec la lutte indigène, exigeait clairement le « désistement présidentiel ».

Avec sa marche arrière, García a accepté qu'il ait été mis en échec, mais ce fut comme dans un knock-out technique où, avant d'être jeté par terre, il préféra déclarer l'abandon de telle sorte qu'il puisse être en condition pour réorganiser son gouvernement délabré et discrédité.

On en reste là ?

Aujourd'hui, Mario Huamán et la Coordination Politique et Sociale (CPS), qui n'ont pas été protagonistes dans cette victoire, doivent se

dire que c'est le moment de retourner à la normalité pour continuer à faire des calculs électoraux. Leur exigence maximale, que s'en aille Yehude Simon, le ministre qu'ils ont soutenu avec enthousiasme, est une histoire ancienne puisque c'est maintenant une question d'heures ou de jours que s'en aille un Premier ministre qui se promène déjà comme un fantôme.

Non. Ce n'est pas le moment de baisser pavillon. C'est le moment d'aller de l'avant. Il faut réaffirmer l'unité obtenue dans le *Front pour la Souveraineté et la Vie*, unir les demandes

ouvrières et populaires et exiger du gouvernement de les résoudre, avec l'approbation par la CGTP de la Grève Nationale pour les 7, 8 et 9 juillet prochains :

Stop aux licenciements. Réembauche des personnes licenciées.

Ni intérimaires ni contractuels, stabilité pour tous.

Augmentation générale de rémunérations et de salaires.

Dérogation des décrets qui criminalisent les luttes.

Que la crise soit payée par les capitalistes.

Ne laissons pas de trêve au gouvernement. A bas la paralysie et la conciliation, c'est heure de combattre. Avec l'exemple de la lutte amazonienne, défendons l'unité atteinte, mettons en avant les demandes ouvrières et populaires et promouvons un plan de lutte qui mette fin au gouvernement génocidaire de García et qui ouvre le chemin vers la seule issue décisive : la conquête d'un Gouvernement ouvrier, paysan, indigène et populaire.

Lima, le 16 juin 2009

Parti Socialiste des Travailleurs

¹ Une lutte historique qui a paralysé toute la province de Moquegua, au sud du Pérou, en juin 2008

La révolution reprend son cours

L'élection présidentielle du 12 juin 2009 en Iran a vu la « victoire » d'Ahmadinejad, reconduit avec plus de 64% des voix. Le grand perdant était Mir Hossein Mousavi. Ce résultat a provoqué une mobilisation telle que l'Iran n'en avait pas connu depuis 1979, quand la mobilisation révolutionnaire des peuples d'Iran a mis fin à la brutale monarchie de la dynastie des Pahlavi. La répression s'est rapidement abattue sur les manifestants qui, le jour, défilent dans les rues et, le soir, se rassemblent sur les toits pour scander « Dieu est grand, mort au dictateur », un slogan qui est à lui seul révélateur des contradictions à l'œuvre dans ce mouvement.

Le vendredi 19 juin, Ali Khamenei, le « guide suprême », juché au sommet du régime théocratique dont il est sensé être l'arbitre, est intervenu pour soutenir Ahmadinejad, en déclarant en substance que si les manifestations continuaient, Mousavi porterait la responsabilité des conséquences. Et le lendemain, la sanglante répression du régime a fait 17 morts à Téhéran.

L'impérialisme n'a pas tardé à soutenir Mousavi, présenté comme un grand démocrate alors que celui-ci avait été le Premier ministre du même régime théocratique de 1981 à 1989, sous la présidence du même Ali Khamenei, dont il essaye maintenant timidement de se distancer. D'autre part, Moscou a vite fait d'accueillir Ahmadinejad à bras ouverts.

Le mouvement de protestation est plein d'embûches, à commencer par la confiance en un « dirigeant » comme Mousavi, qui mettra tout en œuvre pour que la lutte ne dépasse pas les bornes du système théocratique lui-même. Mais ce dernier, sous la pression du mouvement de masses, a dû « franchir le Rubicon » en s'en

prenant à Khamenei. Et ce sont les masses iraniennes qui se sont engouffrées dans la brèche pour mettre en question le régime dictatorial lui-même.

Dès lundi 22 juin, les manifestations se sont multipliées ainsi que les grèves. Au delà de ce qu'est Mousavi, l'explosion populaire l'a d'ores et déjà contraint à aller beaucoup plus loin qu'il ne le voulait. Il est bien le leader malgré lui de la contestation iranienne. En l'absence d'un parti révolutionnaire, les travailleurs, les paysans, la jeunesse et les femmes d'Iran se sont saisis de l'instrument qu'ils avaient sous la main pour crier leur

rejet du régime.

Dans cette lutte, notre premier devoir est de soutenir à fond toutes ces mobilisations du peuple et des travailleurs iraniens. En Iran, rien ne sera plus comme avant. Cette première poussée des masses a mis à nu l'extrême fragilité du régime issu de la contre-révolution islamique de Khomeini, suite au renversement du Shah. Ahmadinejad et Khamenei vont tout faire pour tenter de reprendre le contrôle de la situation, mais l'avenir du régime est désormais plus qu'incertain.

La révolution reprend son cours, posant une nouvelle fois, avec une acuité renforcée, la nécessité

d'un parti ouvrier révolutionnaire pour le socialisme. Mais ce parti ne peut se créer qu'à partir d'un soutien sans restrictions, non à Mousavi, dont il faut dénoncer dès aujourd'hui son allégeance au régime, mais aux directions réellement anti-dictatoriales qui apparaîtront certainement dans ces luttes : les militants ouvriers, la jeunesse et les femmes qui, même si du fond de leur misère en appellent encore à un « dieu qui est grand », risquent leur vie en criant haut et fort :



« mort au dictateur »